



PRÉFET DU CANTAL

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES

**ARRÊTÉ N° 2016-1103**  
**portant interdiction temporaire des feux – NIVEAU 1**

Le préfet du Cantal,  
chevalier de la légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du mérite,

Vu le code forestier, livre I<sup>er</sup>, titre III relatif à la défense et la lutte contre les incendies,  
Vu le code de l'environnement, livre III, titre VI, chapitre II relatif à la circulation motorisée,  
Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-1031 du 16 septembre 2016 portant extension de l'interdiction temporaire des feux-niveau 2,  
Vu le plan départemental de protection des forêts contre les incendies pour la période 2012-2018,  
Vu l'avis du comité de suivi « Incendie de forêt » du 3 octobre 2016,  
Considérant que les conditions météorologiques induisent un risque persistant d'incendie de forêts, landes et broussailles,  
Sur proposition du Directeur de Cabinet de la préfecture,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> - Dispositions en dehors des massifs à risques visés par l'article 2**

Il est interdit à toute personne d'allumer du feu à l'intérieur et à moins de 200 mètres des bois, forêts, landes et plantations. Il est en outre interdit de procéder à un écobuage ou à l'incinération de végétaux sur pied à moins de 400 mètres des bois, forêts, landes et plantations.

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux habitations et à leurs dépendances, ainsi qu'aux chantiers, ateliers et usines, sous réserve que toute disposition soit prise pour éviter toute propagation, accidentelle ou non, du feu.

Une dérogation individuelle pourra être accordée, sur demande du propriétaire ou de son ayant-droit, par le préfet après avis du maire, du directeur départemental des territoires, du directeur du service départemental d'incendie et de secours et, le cas échéant, du représentant de l'agence interdépartementale Cantal-Haute-Loire de l'office national des forêts à Aurillac.

La demande doit être établie au moins quinze jours à l'avance, sur l'imprimé en vigueur disponible en mairie ou sur le site internet des services de l'Etat dans le Cantal.

La dérogation fixe les conditions particulières à respecter. Elle n'est valable qu'avec l'accord oral du service départemental d'incendie et de secours donné deux à quatre heures à l'avance sur appel téléphonique du demandeur.

Au-delà de quinze jours après le dépôt de la demande, l'absence de réponse du préfet vaut refus.

## **Article 2 - Dispositions à l'intérieur des massifs à risques**

Sur la totalité du territoire des massifs dits d'Aubrac, d'Allagnon-Margeride, de la Pinatelle, de la Rhue, de Saint-Paul-des-Landes, sont interdits l'allumage de tout écobuage ou incinération de végétaux sur pied ou en tas, et l'allumage de tous feux (barbecues, feux de camp, réchauds à gaz...) hors installations fixes prévues à cet effet. Les barbecues restent autorisés à proximité immédiate des maisons.

Il y est interdit de fumer dans tous les bois, forêts, landes et plantations.

Les feux d'artifice, ou tout autre moyen pyrotechnique, y sont interdits, sauf dérogation et mise en œuvre des mesures compensatoires fixées par le préfet.

La circulation des véhicules à moteur thermique est interdite à l'intérieur des forêts, bois, plantations, hors routes nationales, départementales et routes communales bitumées et ouvertes à la circulation publique. Cette disposition ne s'applique pas aux propriétaires et ayant-droits, ainsi qu'aux usages professionnels.

## **Article 3 - Massifs à risques**

Les massifs à risques sont constitués des territoires communaux entiers suivants :

Allagnon-Margeride : Anglards-de-Saint-Flour, Auriac-l'Eglise, Bonnac, Celoux, Chaliers, Charmensac, Chazelles, Clavières, Ferrières-Saint-Mary, La Chapelle-Laurent, Lastic, Laurie, Lorcières, Massiac, Molompize, Montchamp, Peyrusse, Rageade, Ruynes-en-Margeride, Saint-Georges, Saint-Mary-le-Plain, Saint-Poncy, Soulages, Vabres, Val d'Arcomie, Vedrines-Saint-Loup.

Aubrac : Anterrieux, Chaudes-Aigues, Deux-Verges, Jabrun, La Trinitat, Lieutadès, Saint-Rémy-de-Chaudes-Aigues.

Pinatelle : Allanche, Chalinargues, Chavagnac, Dienne, Segur-les-Villas, Vernols.

La Rhue : Antignac, Champs-sur-Tarentaine-Marchal, Condat, Saint-Amandin, Saint-Etienne-de-Chomeil, Trémouille, Vebret.

Saint-Paul-des-Landes : Lacapelle-Viescamp, Saint-Etienne-Cantalès, Saint-Paul-des-Landes, Sansac-de-Marmiesse, Ytrac.

## **Article 4 - Durée**

Les dispositions précédentes sont valables jusqu'au 31 octobre 2016 inclus. Elles seront modifiées ou abrogées en fonction de l'évolution de la situation de sécheresse.

## **Article 5 - Abrogation**

L'arrêté n° 2016-1031 du 16 septembre 2016, portant extension de l'interdiction temporaire des feux - niveau 2 est abrogé.

## **Article 6 - Sanctions prévues par la loi**

Ceux qui auront causé l'incendie de forêt, lande ou plantation d'autrui, par application insuffisante ou par non respect des dispositions prévues par le présent arrêté et la déclaration ou demande d'allumage de feu, sont passibles des peines d'amende et d'emprisonnement prévues aux articles 322-5 à 322-18 du code pénal.

## Article 7 - Exécution

Le Directeur de Cabinet du Préfet, les sous-préfets, les maires, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur de l'Agence interdépartementale Cantal-Haute-Loire de l'Office national des forêts et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et affiché dans toutes les mairies du département.

Fait à Aurillac, le **- 4 OCT. 2016**

Le préfet,



Richard VIGNON

